



l'étincelle

Castex : « Pour soulager l'hôpital, le mieux est de ne pas tomber malade ». Il fallait y penser !

lanticapitaliste.org pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 9 novembre 2021

Le capitalisme n'est pas recyclable : enfouissons-le dans les poubelles de l'histoire !

De nombreuses manifestations se sont déroulées ces derniers jours en marge de la COP26 qui se tient à Glasgow en Écosse, dénonçant l'inaction des dirigeants et appelant au changement, celui d'un système capitaliste responsable de la crise climatique. Pas un État n'a tenu ses engagements – déjà bien faibles ! – pris aux précédentes, notamment à la COP21 d'il y a six ans dont on nous vantait tant les mérites. Alors que la planète, elle, continue de brûler.

Qui sont les coupables ?

Qui pollue le plus ? Selon une étude, cette année 17 % du CO2 ont été émis par les 1 % les plus riches de la planète. Qui triche sur les logiciels anti-polluants, le fameux *dieseltgate* ? Les grands constructeurs automobiles, dont Renault et Peugeot. Qui a longtemps nié l'existence du réchauffement climatique malgré les preuves scientifiques ? Les multinationales du pétrole.

Le capitalisme, productiviste par nature, en course infernale aux profits, exploite et épuise à la fois les travailleurs et la nature, a inventé l'obsolescence programmée et va jusqu'à détruire des produits s'ils n'ont pas trouvé d'acheteurs.

Une incurie « Total »

Les politiciens et gouvernants appuient tous ces grands groupes les plus polluants. Quand ils n'en sont pas eux-mêmes les patrons, comme ce sénateur démocrate américain Joe Manchin, surnommé le « roi du charbon », qui vient de mettre en échec l'adoption du timide plan « Climat et social » de Joe Biden qui l'aurait gêné. Certains des plus grands pollueurs se retrouvent parmi les « sponsors » de la COP ! Et Total avec ses projets de forages pétroliers en Ouganda, mettant en danger cette région de lacs, est soutenu par Macron.

Chaque COP accouche d'une souris, chaque État défend, ses « champions nationaux », sa prétendue souveraineté énergétique, sur le dos et la santé des autres, comme si nous ne vivions pas sur une même planète !

Le « blablabla » des solutions vertes

Les politiciens bourgeois rivalisent de prétendues « solutions » pour résoudre la crise climatique. Elles consistent à prendre des milliards d'euros dans les caisses étatiques – nos impôts – pour subventionner les profits du grand capital et vendre telle ou telle

technologie soi-disant miracle : hydrogène, voiture électrique, séquestration du carbone, etc. Mais à chaque fois, c'est bel et bien l'extraction du profit qui oriente ces solutions. Jadot a promis 25 milliards de subventions aux patrons, Macron 30 milliards, qui dit mieux ?

Leurs « solutions » passent aussi par des hausses des prix de l'énergie, déjà trop élevés. Sous prétexte de transition énergétique, Renault a supprimé près de 15 000 postes dans le monde en moins de deux ans.

Les premiers engagements de la COP26 sont dérisoires, comme l'arrêt des déforestations... en 2030 seulement alors que la destruction des forêts s'accélère ces dernières années.

L'urgence d'en finir avec ce système

Alors oui, il y a urgence. Celle de contester au grand patronat son pouvoir de décision et d'organisation de la production. Ce sont les travailleurs de ce monde, ou ceux en devenir, qui sont le mieux à même de le faire : parce qu'ils sont des milliards, et à des postes clés d'une production qu'ils peuvent contrôler, selon les besoins de la population et protégeant son environnement.

Il y a urgence d'en finir avec le capitalisme, ce système économique mortifère pour la nature et nos vies. D'instaurer une société où l'on vivrait beaucoup mieux en travaillant beaucoup moins, une société où l'on se partagerait le temps de travail nécessaire et réorganiserait la production. Une société où l'on ferait disparaître les activités et industries nuisibles ou inutiles, comme la production d'armes ou les mille marques pour le même dentifrice, où on lancerait d'immenses chantiers, dans les transports en commun, dans l'éducation ou dans la recherche et le développement d'énergies vraiment vertes.

Tout cela, aucune COP ne le permettra : la jeunesse et le monde du travail ne pourront compter que sur leurs propres mobilisations.

Quand c'est Cléon, c'est non

La mobilisation continue à l'usine de Cléon contre les accords de compétitivité que Renault veut nous imposer. Jeudi dernier, près de 300 salariés des trois équipes ont à nouveau débrayé et se sont rassemblés devant la porte principale où des délégations d'autres sites Renault (Lardy, Flins, etc.) étaient également présentes.

Après le succès des débrayages du mois d'octobre qui avaient déjà permis de faire reculer Renault sur certains points, ce nouveau rassemblement montre que bien des salariés n'ont pas renoncé à rembarquer les attaques de la direction !

Non à la fermeture de Sam

Le même jeudi, 2000 personnes, salariés, familles, soutiens, se sont également rassemblés devant l'usine Sam de Décazeville pour protester contre les menaces de fermeture qui pèsent sur le site depuis que Renault, le principal donneur d'ordre, a réduit drastiquement ses commandes. La direction de Renault et le gouvernement se renvoient la balle depuis des mois pour fatiguer les salariés mobilisés. Qui tiennent pourtant toujours bon. Renault, inondé d'argent public par l'Etat, doit assurer la sauvegarde du site et de tous les emplois.

DésAbusé.

Plus le temps passe, plus la direction de Renault se montre pingre sur les conditions de départ. Ainsi, les salariés éligibles à la DA (dispense d'activité) ne toucheront plus qu'une indemnisation brute annuelle de 70 %, contre 72 % pour la DA actuelle et 75 % pour le premier dispositif. Des économies de bout de chandelle sur notre dos !

Ne nous ne faisons pas avoir comme des bleus

Compte tenu des démissions de plus en plus nombreuses, Renault cherche à limiter les départs dans certains secteurs, raison pour laquelle il durcit les conditions d'accès à la DA. Avant, il fallait simplement respecter les conditions d'âge, désormais il faut aussi être dans les grilles grises. Pour ceux qui voudraient partir et qui sont dans les grilles bleues, ils peuvent rester jusqu'à épuisement.

Une ambiance électrique

Le plan de 2500 départs dans le cadre de CAR21 a finalement eu plus de succès que prévu, raison pour laquelle la direction a décidé finalement de ne supprimer « que » 1700 postes dans un nouveau plan de départs en 2022 au lieu des 2000 annoncés au début.

Le problème c'est que les partants dans CAR21 se situent surtout dans les postes non-éligibles à la RCC (Rupture Conventionnelle Collective) voire même

dans les secteurs jugés « critiques » par Renault. Un flux constant de démissions qui en vient parfois à gêner le bon fonctionnement de certains services.

2022, année grise

La direction, après avoir annoncé que le nouveau plan de départ s'étalerait entre 2022 et 2024, a finalement décidé que tous les départs auraient lieu en 2022 ! Evidemment, vu les difficultés qu'elle a rencontrées pour conclure l'actuelle RCC, on se doute bien comment elle va s'y prendre pour parvenir à ses objectifs de 1700 départs volontaires sur les 6900 salariés de l'ingénierie/Tertiaire dans les grilles grises : nouvelles externalisations de services, pressions croissantes sur les salariés via les PPI, etc.

#Balance ton salaire

La direction de Renault vient de lancer une campagne contre le « sexisme ordinaire » au sein de l'entreprise et propose même de s'auto-tester en ligne sur ce sujet. Un projet plein de bonnes intentions, mais qui reste bien silencieux sur la question des différences de salaires entre les hommes et les femmes (16,8 % en moyenne). Si Renault veut vraiment construire une « zero discrimination zone », elle peut commencer en relevant tous les salaires des femmes !

Grève à Véolia Poissy

Les caristes de Véolia STLI de l'usine PSA de Poissy étaient en grève la semaine dernière pour dénoncer les sales coups de leur direction. Celle-ci veut en effet leur imposer, en toute illégalité, de passer aux horaires de PSA, en faisant 23 minutes supplémentaires sans augmentation de salaire. Et face au refus des salariés, elle n'a pas hésité à leur retirer un jour de salaire sur le mois d'octobre.

Les salariés de Vestalia, qui à Flins ou à Guyancourt, sont pressés par la hiérarchie d'accepter d'être transférés à Poissy ne manqueront pas d'apprécier.

Méthode patronale bas de gamme

Les salariés de Labeyrie sont en grève depuis un mois pour obtenir une augmentation de 10 % des salaires. À la suite de ce qui ressemble clairement à une provocation, les patrons de l'entreprise viennent de lancer dix procédures de licenciement contre des grévistes au prétexte d'un soi-disant blocage alors que les salariés filtraient seulement l'entrée.

Pour engraisser son portefeuille, le patron du foie gras, comme bien d'autres ne recule pas devant des méthodes de petites frappes.

Sur le web : etincelle-technocentre.com
facebook.com/etincelle.technocentre